

Métropole-département : une fusion plus à l'ordre du jour

Voulu par le Président Macron, le dossier a été retardé par le gouvernement

Cela fait plusieurs mois que le gouvernement tourne sa langue dans sa bouche. Ne sachant comment annoncer que la fusion entre Métropole et Département, pourtant avancée comme "une évidence" depuis 2018, est finalement repoussée. Alors il distille discrètement aux élus, chargés à leur tour de faire passer un message un peu flou. Les Marcheurs ne tiennent pas trop à montrer qu'ils attendent les municipales avant de lancer une Métropole où le suffrage deviendra direct. Et dans laquelle ils risqueraient de peser léger.

Début octobre, Jean-Claude Gaudin qui n'a plus grand-chose à jouer politiquement, a mis les pieds dans le plat du côté d'Arles. "Ce projet de fusion qu'on n'arrive pas à décortiquer n'est plus à l'ordre du jour. On peut le regretter" (lire notre édition du 7 octobre). L'expression est aussi employée par Martine Vassal. La présidente LR du Département et de la Métropole, en première ligne sur un dossier qu'elle devait faciliter, a reçu il y a quelques jours, en réponse à une demande de rendez-vous sur ce sujet, un courrier d'Edouard Philippe. Dans lequel le Premier ministre lui explique qu'il "n'est pas nécessaire de se voir" pour le moment, la fusion n'étant plus, "à l'ordre du jour". Elle est reportée à minima



Edouard Philippe et Jacqueline Gourault lors d'une visite à Marseille en avril dernier.

/ PHOTO DAVID ROSSI

après les élections municipales. À Matignon, on assure "ne pas avoir retrouvé ce courrier".

Répondant mercredi en commission parlementaire à une question du député salonnais LREM Jean-Marc Zulesi, Jacqueline Gourault a toutefois confirmé. "Évidemment que ce sera après les élections municipales, indique la ministre des Territoires. Avant d'ajouter que "cela n'empêche pas de continuer à tra-

vailer. Le schéma n'est pas arrêté".

Une manière de dire que rien n'a été validé concernant les modalités, ni le périmètre de la future institution, si celle-ci voit vraiment le jour. "Les élections municipales risquent de figer la situation", s'inquiète le député de Gardanne François-Michel Lambert. "C'est avant qu'il fallait agir mais le gouvernement n'a manifestement pas compris

l'urgence pour notre territoire". Martine Vassal fait aussi le calcul. "Après les municipales, les sénatoriales arriveront vite et les échéances vont s'enchaîner", craint-elle. "Dans tous les cas, je continuerai à porter le dossier en haut lieu", relativise Jean-Marc Zulesi. "Notre territoire a besoin d'une Métropole plus proche de ses citoyens". Un constat que tout le monde partage.

F.T.